

## Le manque de moyens à l'université, concrètement, ça veut dire quoi ?

25 octobre 2015

**Valérie Robert**

Maître de conférences

Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3 - USPC



Manifestations en 2014 à Toulouse contre les coupes pour le budget de la recherche à l'université.  
Pascal Pavani / AFP

Les universités françaises, au contraire de leurs pendants « d'élite » que sont les classes préparatoires, vivent une catastrophe financière sans précédent, dont les conséquences se font sentir à tous les niveaux, du plus matériel (la taille et l'état des locaux, le chauffage ou la quantité de papier toilette) au plus fondamental (l'élaboration et la transmission de connaissances, missions de l'université mises en danger notamment par la suppression de groupes, de cours, de filières entières) en passant par l'organisation du travail, le statut et les conditions de travail des personnels.

Si les deux premiers niveaux sont les plus visibles et les mieux connus, le troisième mérite d'être mis en lumière. Il touche en effet l'accueil des étudiants, comme en témoigne leur indignation souvent justifiée (« C'est organisé n'importe comment, ici ! »), leur étonnement désolé (« Vous faites les emplois du temps à la main ? Avec des Post-It ? ») ou parfois leur admiration solidaire (« Merci pour tout votre travail, et on sait dans quelles conditions »). Tout ceci résulte de l'abandon financier des universités – que compense un engagement des personnels sans commune mesure avec leurs conditions de travail, leurs salaires et leur considération sociale.

## **Un sous-encadrement chronique**

En principe, les tâches sont réparties ainsi : aux personnels administratifs tout ce qui relève de l'accueil des étudiants pour le volet « technique » (inscriptions, accès aux notes, information...), aux enseignants-chercheurs tout ce qui relève du pédagogique (ce qui inclut aussi l'organisation) et du scientifique. En réalité, la plupart des enseignants-chercheurs sont devenus des administratifs à temps partiel, voire à temps plein, au détriment de ce qu'est réellement leur métier.

Cela tient à un sous-encadrement administratif qui était déjà caractéristique du système français mais qui s'est fortement aggravé : le département que j'ai dirigé est ainsi passé en 10 ans de 5 personnes à temps plein à 1, 5 (un temps plein et un temps partiel). Tout congé maladie peut avoir des conséquences désastreuses puisque les étudiants n'ont alors plus d'interlocuteur. Les secrétaires pédagogiques, surchargés, travaillent régulièrement de chez eux le soir et le week-end, tout comme les enseignants, pour répondre aux questions des étudiants ou régler des problèmes.

Dans les universités françaises, organisation et management ont désormais pour fonction première – pour des raisons financières mais aussi idéologiques – de réduire les coûts. Pour économiser des postes, la plupart des universités ont créé des « plates-formes » administratives censées appuyer l'activité des départements, départements dont on a réduit les personnels.

Or ces structures ne peuvent remplacer ni la présence auprès des étudiants (dont l'accueil est la fonction la plus chronophage) ni l'expertise spécifique d'administratifs dédiés entièrement à un ou plusieurs diplômes. Dépouillant les structures « de proximité », elles contribuent à une bureaucratisation de l'université qui est l'exact contraire d'un accueil efficace. Les économies ainsi réalisées, avec au total moins de personnels, ont en réalité un coût, en temps de travail et en pression supplémentaire sur les personnels en première ligne.

## **Le management de la disette : réduction d'effectifs et précarité**

Loin du mythe du fonctionnaire, les personnels administratifs sont en grande partie (plus d'un tiers dans mon université) et de manière croissante en situation précaire, enchaînant les CDD avec des salaires de misère (1 200 euros par mois pour une grande partie d'entre eux, avec parfois des contrats de 10 mois pour ne pas avoir à les payer durant les vacances...). Pourtant, on attend d'eux qu'ils compensent le sous-encadrement par un engagement personnel démesuré, et les universités ne continuent à fonctionner que grâce à cet investissement d'un certain nombre.

Cela a pour conséquence un turn-over important, les administratifs allant chercher ailleurs des conditions de travail décentes – avec pour conséquence une perte de l'expertise spécifique, notamment la connaissance des étudiants, des formations, des procédures, des collègues mais aussi des petits « trucs » permettant par exemple de maîtriser des logiciels complexes et souvent inopérants. Car en situation de disette organisée et d'organisation visant la réduction des coûts, il faut avoir recours au système D et aux bouts de ficelle.

Par ailleurs, nombre d'enseignants-chercheurs acceptent, dans l'intérêt des étudiants et par attachement au service public, de pallier les manques en se transformant de facto en

administratifs. Ils sacrifient pour cela en grande partie leur activité de recherche et ainsi leur carrière. L'université fonctionne là aussi grâce au dévouement de quelques-uns, qui est fort peu (ré)compensé.

En tant que directrice de département, je touchais 64 heures complémentaires par an, à comparer aux quelque 30 heures hebdomadaires consacrées à cette fonction, à côté des heures consacrées aux cours et à la recherche (les semaines de 70h n'étaient pas rares). Les cas de souffrance au travail et de burn-out se multiplient dans les universités, et ce n'est pas un hasard. La « base » que constituent les personnels en première ligne subit une pression et un stress permanents et croissants, car s'ils sont moins nombreux, ce sont toujours eux qui sont les interlocuteurs directs des étudiants et que ceux-ci rendent responsables des (nombreux) dysfonctionnements.

## **Une génération d'enseignants-chercheurs sacrifiée**

Quant aux conditions de travail des enseignants-chercheurs, elles sont la plupart du temps tout aussi déplorables : des salaires sans rapport avec leur niveau d'études et leur temps de travail réel ; pas de bureaux pour beaucoup d'entre eux, en particulier en sciences humaines et sociales, donc la nécessité de travailler chez soi, avec les coûts que cela implique ; pas d'assistants ; peu ou pas d'ordinateurs fournis par l'université...

Le statut même est désormais remis en question : les jeunes enseignants-chercheurs sont victimes d'une précarité généralisée. Les universités gérant désormais elles-mêmes leur masse salariale, elles font des économies en « gelant » les postes qui deviennent vacants, ce qui consiste en réalité, à long terme, à les supprimer. On continue donc de fonctionner avec moins de personnels titulaires (qui étaient déjà en nombre très insuffisant), dans le meilleur des cas en recrutant des personnels temporaires et des chargés de cours vacataires.

Ceci ne permet pas de garantir une continuité pédagogique ni un encadrement correct, car par nature les chargés de cours doivent avoir un emploi principal et ne peuvent donc être aussi présents pour les étudiants. La jeune génération d'enseignants-chercheurs est de toute évidence une génération sacrifiée, qui va de contrat en contrat (1 an à Nantes, 1 an à Metz, 1 an à Paris...) avec peu d'espoir de disposer un jour d'un poste fixe.

## **Le chantage à « l'excellence »**

Et pourtant, de l'argent, il y en a... Mais pas là où il est vraiment nécessaire. Les financements d'excellence que sont les « investissements d'avenir » (Idex, Labex etc.) représentent des sommes colossales – mais dont nous ne voyons pas la couleur dans notre quotidien. Ils visent en effet exclusivement à financer de nouveaux projets de prestige, comme si ce qui existait déjà n'était pas excellent et ne méritait pas d'être financé correctement.

Tout en déshabillant Pierre, qui a pourtant fait ses preuves, on nous demande de créer de toutes pièces des Paul qu'on habillerait chez Chanel, et l'on demande à des enseignants-chercheurs déjà surmenés de monter à toute vitesse des projets afin de bénéficier de la carotte financière qu'on leur tend. Parallèlement à cela, des formations existantes et reconnues sont paupérisées, car elles ont le défaut de n'être ni nouvelles ni labellisées « d'excellence » (entendre : sélectives).

Dans cette course à l'Ex-chalote, on voit naître des licences d'excellence, avec l'encadrement ad hoc, et qui prévoient par exemple pour leurs étudiants des voyages d'agrément tous frais payés, sans aucune justification pédagogique, alors que juste à côté des licences « normales » survivent péniblement. Certes, on trouve parfois des solutions pour rediriger des financements vers les endroits qui en ont vraiment besoin (par exemple la réfection de salles de TP vétustes), mais au prix de nombreuses contorsions administratives et en contournant le système.

## **Des personnels à bout de souffle**

Le vrai problème est donc celui de la répartition des moyens. Au sein des nouvelles « communautés d'universités » (dont l'argent n'arrive jamais jusqu'aux formations existantes) on voit se mettre en place, tant pour l'enseignement que pour la recherche, un gouffre entre des activités de luxe, surfinancées, et une base en sous-effectifs qui tente tant bien que mal de limiter les dégâts.

À part une petite caste, exfiltrée de la gestion du quotidien et partie en tête dans la course à l'excellence, les personnels des universités, ceux qui ont les mains dans le cambouis du quotidien, semblent avoir intégré cette paupérisation, ces conditions de travail très largement en deçà des standards internationaux. Pour tenir, on pleure, on rit aussi, mais du rire que suscite l'absurde. Pour combien de temps ? Si enseignants-chercheurs et administratifs « de base » arrêtaient tous de faire davantage que ce pour quoi ils sont payés, les universités ne fonctionneraient tout simplement plus.

Mais pour des personnels le nez dans le guidon, assommés de travail, prendre le temps de s'interroger est un luxe qui semble de plus en plus inaccessible. Ce qui manque finalement dans les universités, paradoxalement, c'est le temps – le temps de la réflexion pédagogique, le temps de la recherche.

Réparant sans cesse avec les pauvres moyens du bord le misérable radeau sur lequel ils sont embarqués, coincés entre le marteau du sous-financement et l'enclume des injonctions ministérielles à l'excellence, ce sont les personnels qui trinquent, et avec eux, à plus ou moins court terme, ce seront les étudiants et leur formation.

Source : *The Conversation*

<https://theconversation.com/le-manque-de-moyens-a-luniversite-concretement-ca-veut-dire-quoi-49615#republish>